

## Burundi : l'ONU s'inquiète des récents développements politiques

UN News Centre, 10 avril 2014 Les Nations Unies sont préoccupées par les récents développements politiques au Burundi et ont fait part de leur inquiétude auprès du gouvernement burundais et des autorités d'autres pays de la région, a déclaré jeudi le porte-parole du Secrétaire général. Selon la presse, les autorités du Burundi prévoient des modifications à la Constitution qui pourraient changer le délicat partage du pouvoir instauré depuis la fin de la guerre civile en 2005. A New York, de hauts responsables de l'ONU ont fait le point de la situation devant le Conseil de sécurité à deux reprises au cours des dernières semaines, dont un exposé du Secrétaire général adjoint des Nations Unies aux affaires politiques, Jeffrey Feltman (photo), le 8 avril.

Lors de cet exposé, M. Feltman a attiré l'attention sur les restrictions en matière de libertés et de droits politiques. Il a aussi noté la violence politique, exercée principalement par la branche jeunesse du CNDD-FDD, le parti au pouvoir, et notamment des informations faisant état d'efforts pour armer et entraîner cette branche jeunesse, a précisé le porte-parole lors d'un point de presse au siège des Nations Unies à New York. Le Secrétaire général des Nations Unies, Ban Ki-moon, a récemment discuté de la situation politique au Burundi avec le Président et le Premier Vice-Président de ce pays, ainsi qu'avec les dirigeants de la région, dont les Présidents d'Afrique du Sud et de Tanzanie. « Il cherche à obtenir leur soutien afin d'encourager le gouvernement du Burundi à prendre des mesures pour répondre à ces informations. M. Feltman a aussi parlé avec la Commission de l'Union africaine et avec d'autres dirigeants de la région des Grands Lacs », a ajouté le porte-parole du Secrétaire général. « Nous soulignons que si aucune n'est prise et si de graves violations des droits de l'homme se produisent, ceux qui sont responsables de la manipulation de la jeunesse affiliée aux partis politiques et incitent à la violence seront passibles de poursuites internationales », a-t-il encore dit. « A la lumière du passé du Burundi, nous sommes persuadés que le gouvernement du Burundi prendra rapidement des mesures contre la violence politique actuelle et les restrictions en matière de droits de l'homme. » Dans une déclaration à la presse, le Conseil de sécurité des Nations Unies a exprimé jeudi sa préoccupation concernant les tensions politiques au Burundi et la poursuite des restrictions visant la presse et les libertés civiles. Les membres du Conseil ont condamné « tout recours à la violence et exprimé leur préoccupation concernant les informations faisant état d'intimidations, de harcèlement et violences commises par des groupes de jeunes au Burundi. » Ils ont encouragé le gouvernement à faire davantage d'efforts pour garantir un espace à tous les partis politiques et à continuer d'améliorer le dialogue entre tous les acteurs compétents, notamment la société civile, dans la perspective d'assurer un environnement ouvert et libre ici les élections de 2015.